

Ce que le gouvernement français ne vous dit pas sur les risques de confiscation de l'argent que vous croyez à l'abri dans les banques



Le débat sur la situation des banques fait à nouveau la « une » des médias spécialisés.

Bien que les peuples d'Europe se remettent à peine de la crise chypriote et de la terreur qu'a provoqué l'idée de ponctionner les comptes bancaires des particuliers, le danger n'est pas si loin. Et aucune des grandes démocraties occidentales n'en protège ses citoyens.

Avec [Bruno Bertez](#)

Bruno Bertez est un des anciens propriétaires de l'[Agefi France](#) (l'Agence économique et financière), repris en 1987 par le groupe Expansion sous la houlette de Jean-Louis Servan-Schreiber.

Il est un participant actif du [Blog a Lupus](#), pour lequel il rédige de nombreux articles en économie et finance.
[Voir la bio en entier](#)

Le débat sur la situation des banques fait à nouveau la « une » des médias spécialisés. Nous pensons que la résurgence de ce débat n'est pas fortuite. Nous y voyons un lien avec la détestable tenue des marchés financiers, avec les allusions à un éventuel ralentissement des achats de titres par la Fed, avec l'échec de la politique japonaise, avec le retrait des flux de capitaux des émergents, avec l'impasse chinoise et donc avec une claire et nette bouffée de risk-off. On sait que le système bancaire mondial est dangereusement positionné à l'envers, sur le risk-on. **Tout cela n'est qu'escarmouche car, bien décodés, les propos de Bernanke sont dovish et non hawkish. Mais c'est une sorte de galop d'entraînement, une sorte de répétition. Raison de plus pour se poser la question fondamentale, pour le monde global, de la sécurité des dépôts bancaires.**

Pourquoi garder de l'argent à la banque au-delà de la couverture des besoins quotidiens et de sa gestion courante ? Nous avons souvent abordé cette question; notre réponse n'a guère varié: il n'y a aucune bonne raison. L'argent à la banque ne rapporte rien, les taux de tous les placements courts sans risque sont nuls et, dans certains cas, négatifs, après imputation des frais. **La sécurité n'est plus garantie.** [La confiscation, en cas de crise bancaire, est devenue le principe pour tous les grands pays, même si certains, comme la France, font semblant de s'y opposer pour ne pas susciter une fuite des dépôts.](#) Tous les grands pays, Etats-Unis, Canada, Europe, ont discrètement inscrit le principe d'une participation des déposants à la résolution des futures crises bancaires.

La seule parade est de retirer de son compte bancaire les sommes supérieures à 100.000 euros dès maintenant et de les conserver chez soi. Les ventes de coffres forts sont déjà en très forte hausse dans les pays comme la Suisse, elles évoluent en parallèle avec la demande de billets de 1.000 francs suisses. Si vous tardez, vous prenez le risque que des mesures autoritaires soient édictées, ce qui empêcherait de sauver vos avoirs de la prédation.

Il est évident que c'est ce qu'a en vue la France, quand Moscovici s'oppose à Schauble sur cette question. **La France se dit : inutile de faire paniquer les gens en annonçant les mesures, on fera un « bank holiday » un vendredi qui permettra de réaliser la même chose.** Au niveau international, nous savons que des mesures préparatoires ont été prises dès 2009 pour faire face à un « bank holiday ». Ainsi, les ambassades américaines ont été dotées secrètement d'une réserve importante en billets, dollars et devises locales, pour faire face à des besoins éventuels.

Le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a proposé que les actionnaires, les créanciers, les déposants et les titulaires de comptes subissent une ponction de 8%, affirmant que cette solution demeurerait plus favorable pour eux, car leurs pertes seraient beaucoup plus importantes si les banques faisaient faillite.

Son collègue français Pierre Moscovici juge que cette mesure va trop loin. Comme les ministres des Finances de la Grande-Bretagne et de la Suède, il craint qu'elle ne provoque une ruée bancaire massive, et il préfère que les pays conservent une plus grande liberté pour décider ce qui doit être fait au moment où ils seront confrontés à cette question. Pour le ministre des Finances espagnol, Luis de Guindos, ce qui compte, c'est de définir l'ordre dans lequel les différents agents de l'économie seront mis à contribution, et la protection des petits épargnants.

La question de la résolution des crises bancaires sans contagion systémique est évidemment très importante depuis Lehman et vous pensez bien que l'on travaille discrètement, pour ne pas dire secrètement, sur ce sujet. **Ce que l'on voit, ce ne sont que des émergences de l'iceberg. Tout est étudié pour piéger l'argent car c'est dans le piège de l'argent et sa confiscation que réside la solution.** La crise n'est pas résolue, elle sera encore plus grosse quand elle se manifesterait [et les calculs du BCG rejoignent ceux des experts publics](#) : un jour ou l'autre, la question d'un rééquilibrage par ponction sur l'argent, là où il est, se posera.

Les ordres de grandeur sont bien de 30% de la masse de cash dormant. [Regardez ce qui se fait en ce moment en Argentine](#), vous avez le canevas de ce qui va se passer ailleurs dans les grands pays. Nous pouvons vous dire que des mesures de contrôles aux frontières, contrôles physiques, sont prêtes au niveau de nombreux pays sous le prétexte d'une coopération renforcée en matière de lutte contre la drogue et le terrorisme. Ces mesures ont été peu publicisées. **Qu'est-ce que la grande campagne mondiale, concertée, contre l'évasion fiscale? C'est une mesure de parcage, de recensement, de re-domestication de l'argent pour pouvoir le confisquer.** [Ce que vous avez du mal à comprendre, c'est que les gouvernements, les plus avisés, pas les zozos, raisonnent comme en temps de guerre.](#) Parce que c'est la guerre qui a donné le modèle et l'expérience de toutes ces mesures de résorption des excès de dettes, de confiscation et de sortie de crise managée.

Le surendettement global est de plus en plus colossal, il a enflé exponentiellement depuis 2009; la tentative américaine de tenter de sortir par le haut, en relançant la bicyclette de la croissance, a échoué. **Le seul murmure d'une éventuelle réduction du rythme des achats de titres longs par la Fed fait bondir les taux et chuter, dans le désordre, les bourses d'actions. Les autorités ont compris que l'on ne pourrait pas sortir, voilà ce qui explique le changement de climat depuis quelque temps, ce nouveau climat bizarre.** Vous savez que nous avons écrit récemment sur ce sujet sous le titre : [« la crise phase II »](#). Les premiers, avons-nous expliqué, étant la réapparition de poches de déflation, puis les fuites de capitaux de hot-money des pays fragiles et périphériques tels que les émergents. La hausse du Dollar Index au-dessus des 82,50 étant révélatrice. La chute des cours des bonds, des Treasuries, s'inscrit aussi dans ce cadre, mais attention, elle est transitoire, intercalaire.

Le dollar et les Treasuries sont les seuls assets sans risque tant que le système dure, tant qu'il tourne au profit des USA et qu'ils n'en perdent pas le contrôle. Après, on verra.

[Beaucoup se sont interrogés sur la raison pour laquelle Thomas Hoenig, de la FDIC, organisme de résolution des crises bancaires aux Etats-Unis, avait donné une interview alarmiste à Reuters](#) sur la situation des banques euros et surtout, la Deutsche Bank. La raison en est simple, il a voulu donner un coup de pied dans la fourmière européenne. Les Américains connaissent la situation réelle, plus que bilancielle, plus que hors-bilancielle, plus que shadow des banques euros, et ils ne veulent pas recommencer ce qu'ils ont dû faire en panique, sauver les banques euros à coups de trillions, restés pour l'essentiel secrets, bien sûr. Ils poussent à la mise en place d'un système préalable, au niveau de l'Europe, de résolution des crises bancaires afin d'éviter d'être mis à trop lourde contribution.

La position américaine est la même ou plutôt similaire à celle des Allemands.

Les Allemands poussent vers une résolution des crises bancaires au niveau national et non au niveau européen. Ils veulent que tout soit prévu ou nettoyé avant l'Union Bancaire. Ils refusent de prendre en charge le passé, l'héritage du nettoyage des banques nationales. C'est pour cela qu'ils ont exigé un audit indépendant des grosses banques euros. [Ils veulent donc que ce soient les créanciers des banques qui paient, pour éviter que les contribuables européens, c'est à dire eux, règlent l'addition.](#)

Les Américains ont la même préoccupation, mais au niveau non pas de la protection des contribuables, mais au niveau de la protection du dollar et du bilan de la Fed. Ils connaissent tout et veulent éviter de devoir encore faire fonctionner la printing press pour sauver les Deutsche Bank, Société Générale et autres Crédit Agricole. Cela ressort clairement des propos de Hoenig.

La position de la France est mauvaise, elle est sur-bancarisée, les dépôts sont insuffisants par rapport aux engagements de banques - les banques US, au contraire, ont plus de dépôts, un excédent considérable en regard de leurs engagements - ; en plus, les banques françaises sont très chargées en créances sur les périphériques. Le vrai risque bancaire européen, si on met de côté le risque colossal de la Deutsche Bank, le vrai risque, c'est le système français. Il s'y ajoute la perte de confiance dans la gestion du pays, dans son leadership et la division des Français, ce qui obère le consensus sur des éventuelles mesures radicales.

[Si les taux continuent de monter, selon Goldman Crédit Agricole et Natixis pourraient être les deux premières banques que le président socialiste français pourrait être contraint de nationaliser pour éviter un effondrement du secteur bancaire du pays.....](#)

<http://www.zerohedge.com/news/2013-06-26/lhorreur-goldman-finds-europes-two-worst-capitalized-banks-france>

Quelles sont les banques européennes spécialement vulnérables ? Les banques françaises en particulier, indique une [étude du Center for Risk Management de Lausanne, qui a modélisé ce qui se passerait en cas de chute des indices boursiers mondiaux de 40%](#) sur un semestre.

L'étude montre que si une telle crise se produisait, Crédit Agricole SA (France) serait la banque française affectée du manque de capitaux le plus criant, avec un déficit de 87,2 milliards d'euros, suivie de la banque allemande Deutsche Bank AG (déficit de 86,8 milliards d'euros), et de la banque anglaise Barclays Bank PLC (déficit de 73,9 milliards d'euros). Les autres banques françaises présentes dans cette liste de 12 établissements sont BNP Paribas (4ème position – déficit de 71,1 milliards d'euros) et la Société Générale (6ème position – déficit de 52,0 milliards d'euros). Dexia arrive en 12ème position avec un déficit de 22,4 milliards d'euros.

On comprend le forcing désespéré de Moscovici pour, à la fois échapper aux solutions au niveau européen, conserver un semblant d'autonomie et de souveraineté nationale et, en même temps, tenter, contradictoirement, de faire payer la collectivité européenne en cas de défaillance. C'est un jeu complexe qui n'a aucune chance de réussir, sauf si on fait comme Sarkozy, le chantage suprême. Lui, il a su en user à bon escient.

Sur le fond. Le mode de résolution des crises bancaires que l'on promet au niveau international n'est pas scandaleux, il tient debout en pratique comme en logique.

Si le passif du bilan des banques est trop lourd, il n'y a rien de plus normal que d'alléger ce bilan et cela doit être fait dans l'ordre de la prise de risque et l'ordre de la morale :

- On efface le capital des actionnaires, ils ont joué, ils ont perdu.
- On efface les dettes qui ont été présentées comme du pseudo capital.
- On efface, à concurrence du passif restant, les dettes juniors et seniors.
- On efface "s'il y a encore besoin" une partie des créances que les déposants ont sur les banques.
- On adosse les banques aux Etats, c'est à dire qu'on les met en quasi nationalisation comme le sont Fannie et Freddie aux USA et après réorganisation, nettoyage et recapitalisation, on les remet sur le marché comme on va le faire avec les GSE évoquées plus haut.

L'ennui, c'est que la France est un pays socialiste, dirigiste, menteur. On a caché la situation des banques, et ce, au plus haut niveau, Banque de France, gouvernement, banques, MEDEF, et les Français sont légitimes à dire: nous, on ne joue pas, on se révolte.

D'une part, on a déjà payé en impôts, sacrifices sur les retraites, sur quasi tout ; d'autre part, vous avez été élus sur une négation de la crise et de sa gravité, vous devez, pour agir, retrouver une légitimité, vous devez retourner vers le peuple souverain pour des décisions aussi importantes. Et puis il faudra des contreparties, **il faudra que des têtes tombent, qu'ils rendent l'argent, il faudra promettre de vrais changements. C'est tout le système qui, par des mesures de confiscation, chutera. Après, plus rien ne devra être comme avant.**

Dans la plupart des pays, les déposants ne seront pas touchés parce que la somme des fonds propres et de la dette obligataire des banques sera suffisante pour éponger les pertes. Il n'y aura pas besoin sauf escroquerie – comme cela s'est passé en Irlande -, pas besoin de toucher aux créanciers de court terme, aux déposants. Les calculs ont été faits.

Les dirigeants de la banque irlandaise Anglo Irish Bank nient avoir trompé les autorités de Dublin pendant la crise financière en 2008, suite à la publication de discussions enregistrées au téléphone. **Ces discussions révèlent que les dirigeants de l'Anglo Irish Bank – qui n'existe plus sous ce nom aujourd'hui – avaient sciemment sous-estimé les sommes nécessaires au sauvetage de la banque.** Selon l'Irish Independent qui s'est procuré les enregistrements, les deux dirigeants de la banque parlaient de 7 milliards d'euros pour ne pas risquer un refus

de Dublin alors que l'addition pour les contribuables irlandais allait finalement avoisiner les 30 milliards d'euros.

Mais en France, l'opacité des comptes et les tours de passe-passe ne favorisent pas la confiance.

Un dernier mot sur cette question de la résolution des crises bancaires. Ne croyez rien de ce que l'on vous dit pour une raison évidente. **Ces mesures ne peuvent marcher que si elles prennent les gens par surprise, n'oubliez pas l'adage européen : quand cela devient sérieux, vous devez mentir, « you have to lie » ! Le problème est que tout schéma de résolution est forcément théorique et on ne peut compter sur des gens comme Barnier, Schauble ou Moscovici pour avoir une capacité de prévision.** La réalité dépassera la fiction et, en fait, ces gens seront submergés par les effets de foule et de boule de neige. Et puis, tout dépendra de la cause et du mode d'apparaître de la défaillance, il y a tellement d'hypothèses possibles que c'est pure naïveté que de tenter de les cerner. Les destructivistes ne sont pas plus doués que leurs copains, les constructivistes.

Cet article a aussi été publié sur ["Le Blog a Lupus"](#).